

Le nouveau gouvernement du Canada injecte 15 millions de dollars dans le soutien à la recherche indépendante en politique agroalimentaire

WINNIPEG, le 23 janvier 2007 — L'honorable Chuck Strahl, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé a aujourd'hui fait l'annonce d'un soutien de 15 millions de dollars pour l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA).

L'ICPA est un organisme national indépendant, à but non lucratif et autonome qui offre une tribune neutre pour participer à l'élaboration des politiques agricoles. L'Institut a été créé en février 2004 pour fournir des opinions indépendantes sur les questions stratégiques en agroalimentaire.

« Pour continuer d'élaborer des politiques agricoles, nous aurons besoin de la recherche stratégique et du dialogue diversifié que favorise l'ICPA, a déclaré le ministre Strahl. Le nouveau gouvernement du Canada veut proposer des idées novatrices en matière de politiques, et le soutien financier en question aidera l'ICPA à y parvenir au profit de notre industrie. »

Grâce au soutien de 15 millions de dollars annoncé aujourd'hui, l'ICPA recevra jusqu'à concurrence de un million de dollars par année, en plus des intérêts, jusqu'en 2022 inclus, pour couvrir les dépenses admissibles liées à la recherche stratégique et à la promotion du dialogue sur les politiques. Ce soutien permettra également d'obtenir des fonds additionnels de partenaires tels que l'industrie, les provinces et le secteur privé pour examiner des possibilités d'orientation à long terme pour le secteur agricole et agroalimentaire.

Depuis son incorporation, l'ICPA a animé un exercice de profonde réflexion et deux tribunes sur les facteurs ayant une incidence sur les perspectives actuelles et futures liées au revenu agricole et sur les nouvelles orientations pour le secteur agroalimentaire. Au cours ces deux tribunes, plus de 42 rapports de recherche ont été commandés et présentés puis discutés au sein d'un large éventail d'universitaires, de représentants des gouvernements et d'intervenants de l'industrie.